

Appel du 2^{ème} Forum de la Résistance Sociale

Tenu avec la participation du CILCA, FSE nationale et Paris I/IV, Groupe CRI, Mouvement lycéen de Paris, Sud-Lycéen 75 et, à titre individuel, de militants de la CGT, d'Emancipation, de la LCR et de Sud-Rail.

LES RÉFORMES DU GOUVERNEMENT NE SONT NI AMENDABLES NI NÉGOCIABLES :

TOUS ENSEMBLE CONSTRUISONS LA RÉSISTANCE SOCIALE !

Nous sommes des travailleurs, des lycéens et des étudiants, des militants syndicaux et politiques, des organisations syndicales et politiques. Face à l'avalanche des contre-réformes, nous avons jugé nécessaire de nous regrouper, par-delà nos différences, pour préparer une riposte capable de mettre en échec la politique du gouvernement et d'ouvrir la voie à la reconquête des acquis perdus. Les « réformes » du gouvernement ont un seul but : accroître les profits du patronat. Sa stratégie est claire : essayer de diviser les travailleurs (français/étrangers, travailleurs occupés/travailleurs privés d'emploi, privé/public, régimes général/régimes spéciaux, etc.) et d'associer les directions syndicales. Pour gagner, il faut une stratégie capable de dresser tous les travailleurs dans une riposte générale contre cette offensive réactionnaire.

UNE LISTE D'ATTAQUES SANS PRÉCÉDENT

La politique dirigée depuis des années contre les immigrés a pris une ampleur nouvelle : multiplication des rafles pour tenir les quotas d'expulsions, instauration d'un test ADN pour les demandeurs d'une mesure de regroupement familial, appel aux chefs d'établissements à dénoncer à la police les enfants sans-papiers scolarisés dans leur établissement dans le Bas-Rhin, répression féroce contre les travailleurs sans-papiers surexploités de Buffalo Grill.

Les « peines planchers » sont un nouvel élément dans **l'escalade sécuritaire** ininterrompue depuis plus de vingt ans qui jettent en prison toujours plus de victimes du capitalisme. Dans le même temps, Sarkozy veut continuer à dépénaliser les délits financiers commis par les patrons et conforter l'impunité des policiers, à commencer par les assassins de Bouna et Zyad, ainsi que de Lamin Dieng.

L'instauration des **franchises médicales** constitue elle aussi une accélération de la politique de menée par les gouvernements de « gauche » comme de droite, qui met en cause le droit de tous les travailleurs à se soigner. Les nouvelles franchises de 50 centimes d'euros par boîte de médicaments, 50 centimes d'euros par acte paramédical et 2 euros pour recours à un transport sanitaire sont, pour le moment, limitées à 50 euros par an. Mais l'expérience a montré que ce genre de franchises se multiplie et qu'une fois instaurées elles ne cessent d'augmenter. Elles s'ajoutent au forfait hospitalier, au forfait de 18 euros sur les actes chirurgicaux supérieurs à 90 euros, aux dépassements d'honoraires, etc.

L'offensive immédiate contre les **régimes spéciaux de retraite**, dans la logique des réformes Balladur de 1993 et Fillon de 2003, annonce l'attaque contre **tous les régimes de**

retraite pour augmenter à 41 ou 42 ans le nombre d'annuités de cotisation nécessaire pour avoir une retraite à taux plein. Le patronat et le gouvernement veulent faire croire qu'il n'y a pas d'argent. C'est un mensonge éhonté. En plus des 40 milliards d'exonérations annuelles de cotisations sociales offertes au patronat, Sarkozy et Fillon multiplient les cadeaux aux riches : aux 13 milliards de ristournes fiscales votées cet été, ils prétendent ajouter la diminution de l'imposition des dividendes à 15%.

L'attaque contre le CDI bat son plein : Sarkozy prétend réussir là où Villepin et son CPE ont buté sur la riposte déterminée de la jeunesse et des salariés. Il est prévu d'allonger la durée de la période d'essai jusqu'à 1 an, de créer une période de « validation économique », d'instaurer un « CDI conclu pour la réalisation d'un objet précis », dont la fin serait déterminée à l'avance et pour lequel la rupture ne pourrait être « fautive » pour l'employeur, et ne pourrait, par là même, faire l'objet de contestation de la part du salarié. Il s'agit par là de fragiliser tous les salariés, de faire obstacle à leurs luttes et à leur organisation pour accroître l'exploitation.

Dans la même logique, Sarkozy a annoncé une **attaque sans précédent contre le statut de la Fonction Publique**. Il veut mettre en place des contrats de droit privé à la place des postes de fonctionnaires, développer l'individualisation des rémunérations pour refuser les nécessaires augmentations de salaire, diviser et discipliner les travailleurs. L'Université est le laboratoire de cette réforme : la loi Pécresse implique le développement des emplois précaires, l'instauration déguisée de la sélection dès l'entrée à la fac (procédure de pré-inscription), la soumission accrue au patronat. Les suppressions de postes massives s'accroissent, aggravant les conditions de travail et remettant en cause la qualité des services publics.

Enfin, la **remise en cause du droit de grève**, pour le moment limitée au secteur stratégique des transports, est le début d'une offensive généralisée pour priver les salariés du moyen essentiel pour se défendre contre leur patron, en le privant de ses profits, l'arme de la grève. Le modèle de Sarkozy, c'est l'Allemagne, où cet été, la justice a interdit la grève des conducteurs de trains au prétexte qu'elle aurait fait subir de trop grosses pertes à la Deutsche Bahn !

UN PLAN D'ENSEMBLE DE LA BOURGEOISIE CONTRE LES TRAVAILLEURS

C'est une offensive d'ensemble contre les travailleurs, les immigrés et la jeunesse. L'exacerbation de la concurrence sur le marché mondial ne laisse pas d'autre choix à la bourgeoisie française que d'engager une attaque brutale, surtout après la « crise » financière de l'été, expression des problèmes structurels de l'économie américaine, qui va ralentir la croissance. C'est pourquoi la direction du Parti Socialiste, entièrement convertie à l'économie de marché, partage l'essentiel de cette politique. Elle critique la méthode, l'excès de telle ou telle disposition et vote parfois symboliquement contre les textes de lois. Cependant, elle soutient les principales orientations de Sarkozy et des patrons. Qu'on en juge : Hollande reprend le leitmotiv de Sarkozy en affirmant que « *la France doit travailler plus* », Valls rejoint Sarkozy en se prononçant pour « *privilégier aujourd'hui une immigration économique, qualifiée, en fonction de quotas* », Montebourg dit en accord avec Sarkozy qu'« *il faut effectivement un allongement de la durée de cotisation et une remise en question des régimes spéciaux* », Royal a clairement approuvé la loi Pécresse et déclare que « *le marché*

nous est aussi naturel que l'air que l'on respire », Strauss-Kahn est le candidat de Sarkozy et Bush à la direction du FMI, institution de pillage des peuples dominés par l'intermédiaire de la dette et des plans d'ajustement structurels, enfin Hirsch, Bockel et le va-t-en-guerre Kouchner sont déjà devenus officiellement des hommes de Sarkozy.

DÉJOUER LE PIÈGE DES CONCERTATIONS, DE L'ATTENTISME ET DE LA DISPERSION : *UNE STRATÉGIE POUR VAINCRE L'OFFENSIVE DE SARKOZY*

Alors que les premières réformes ont déjà été votées et que tous autres projets sont déjà prêts, le gouvernement et le MEDEF multiplie les réunions de « concertation ». C'est une vaste mascarade dont le seul objectif est de neutraliser les syndicats pendant ces mois-clés et de les associer à l'élaboration des contre-réformes. Pourtant, les directions des confédérations acceptent de participer à ces « concertations », voire les réclament, au lieu de préparer, au niveau interprofessionnel, une riposte contre l'ensemble de cette politique, seule capable de vaincre.

Pour notre part, nous pensons que les syndicats des travailleurs bénéficiant des régimes spéciaux devraient faire de leur légitime combat pour le maintien de leur retraite après 37,5 annuités de cotisation et pour la défense du droit de grève le fer de lance de la lutte de tous les travailleurs pour le retour à 37,5 pour tous, la défense du droit de grève et de tous les acquis. Les fédérations concernées devraient s'adresser largement aux autres travailleurs, aussi bien comme salariés que comme usagers des services publics, à l'image de ce qu'ont su faire les travailleurs du métro de Buenos Aires pour gagner la journée de 6h. Il faut exiger de l'État les investissements nécessaires pour un service public de qualité à des prix accessibles à tous, dénoncer la poignée de véritables privilégiés qui s'enrichissent sur le dos de tous les travailleurs et mettre en avant un programme de revendications permettant d'unifier l'ensemble des travailleurs et de la jeunesse face à la bourgeoisie et tous ses partis. Dans le même temps, les syndicats doivent appeler les travailleurs à faire pleinement usage de la force sociale que leur donne leur rôle dans la production : les cheminots peuvent paralyser les transports, les électriciens et gaziers la production par des coupures de courant, etc.

Selon nous, il n'est pas possible de défendre sérieusement les conquêtes d'hier, ni de préparer celle de demain sans s'affronter au patronat, au gouvernement et au système capitaliste lui-même, sans ouvrir la perspective d'un gouvernement pour et par les travailleurs eux-mêmes, sur le modèle de la démocratie des comités de grève. C'est aujourd'hui la responsabilité de tous organisations politiques et syndicales de classe, de tous les courants et les militants de classe, d'aider à préparer dans la plus large unité un plan de riposte à la hauteur.

**Assez de cadeaux au patronat, de coups contre les travailleurs,
les étrangers et la jeunesse !**

**Travailleurs français, travailleurs étrangers, même combat :
abrogation de toutes les lois anti-étrangers !**

**Retraites : 37,5 pour tous !
À bas les franchises médicales !
Pas touche au droit de grève : abrogation de la loi sur le « service minimum » !
Assez de précarité : un CDI pour tous !
Défense du statut de la Fonction Publique !
Créations de tous les postes nécessaires !
Abrogation de la loi Pécresse ! Non à la privatisation d'EDF-GDF !
À bas l'escalade sécuritaire !
Justice pour toutes les victimes de la répression policière !**

**FAISONS DU JEUDI 18 OCTOBRE
LE PREMIER JOUR D'UNE GRÈVE INTERPRO !**

Des initiatives commencent à être prises en ce sens. Un appel, signé par l'AGEC (EtudiantEs de Clermont-Ferrand), le Collectif des DoctorantEs de Nanterre, des militants oppositionnels de l'Unef, Emancipation tendance intersyndicale, la FSE, le Groupe CRI, les JCR, la JCRF, PSL tendance du SNASUB-FSU, Jeunes de l'Essone, Sud-Etudiant, et l'UEC, commence à tracer une perspective pour **aider les étudiants à affronter victorieusement la loi Pécresse** : assemblées générales, coordination nationale et grève, seules armes efficaces pour gagner, comme l'a prouvé la lutte partiellement victorieuse contre le CPE.

L'intersyndicale de la SNCF, la CGT Mines-Energie et FO EDF/GDF,... appellent à la grève le 18 octobre. Travailleurs, étudiants, lycéens, militants de différents secteurs, **imposons la démocratie dans nos syndicats pour que tous appellent dans l'unité à la grève interprofessionnelle le 18 octobre**, afin d'en faire le premier jour d'une grève reconductible, ouvrant la voie à une riposte d'ensemble.

Proposons partout à nos collègues de reconduire la grève. L'expérience des dernières années a prouvé que les journées d'action isolées, les prétendus « temps forts », les grèves d'un jour sont impuissantes à mettre en échec le gouvernement. Seule la grève générale jusqu'à satisfaction, mettant à genoux le patronat et le gouvernement, permettra de gagner.

Nous appelons à organiser le JEUDI 18 OCTOBRE une COORDINATION des différents secteurs en lutte, avec le maximum de délégués mandatés par leur AG, pour avancer vers l'unification du mouvement à la BOURSE DU TRAVAIL (salle : Grande Croizat) à 18h (3, rue du Château d'Eau 75010 Paris, métro République).

Nous invitons les travailleurs, les jeunes, les militants à se réunir le SAMEDI 20 OCTOBRE, de 9h30 à 13h30 pour un 3^{ème} Forum de la Résistance Sociale 9, rue du Château Landon, 75010, Paris (métro Château Landon ou Gare de l'Est), afin d'apprécier la situation et discuter des initiatives nécessaires.

Premiers signataires : CILCA, FSE Paris I/IV, FSE, Groupe CRI, Mouvement lycéen de Paris, Sud-Lycéen 75, ...

Contact : 06 08 86 73 13 ou resistancesociale@free.fr

Site : <http://resistancesociale.exprimetoi.net>